

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Isabelle Simard, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 9 juillet 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	33
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	34
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	35
Situation financière par organismes	36
Charges par objets	37
Fonds local d'investissement	38
Fonds local de solidarité	40
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	41
Excédent (déficit) accumulé	42
Avantages sociaux futurs	46

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	53
Analyse des charges consolidées	63

RAPPORT

Aux membres du conseil de la MRC de Maria-Chapdelaine,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine (MRC), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024, les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MRC au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La MRC n'a pas mis en application, au 1er janvier 2023, le chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public ce qui constitue une dérogation aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. De ce fait, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats afin de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires en ce qui concerne les montants à comptabiliser comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations ou à d'autres postes des états financiers, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la MRC conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MRC inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la MRC à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la MRC ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la MRC.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la MRC;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la MRC à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la MRC à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Mallette S.E.N.C.R.L., Société de comptables professionnels agréés (1)

Dolbeau-Mistassini, Canada, le 9 juillet 2025

(1) CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A128861

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations	
		2024	2023
Revenus			
Taxes	1		
Compensations tenant lieu de taxes	2		
Quotes-parts	3	7 895 612	7 312 937
Transferts	4	13 958 131	8 391 552
Services rendus	5	5 372 640	6 338 746
Imposition de droits	6	194 649	172 587
Amendes et pénalités	7		
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	829 705	796 280
Autres revenus	10	5 781 256	7 060 231
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11	1 937 895	2 693 361
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	35 969 888	32 765 694
Charges			
Administration générale	14	2 724 704	2 364 508
Sécurité publique	15	194 858	170 033
Transport	16	2 445 755	1 923 361
Hygiène du milieu	17	11 952 959	10 951 689
Santé et bien-être	18		
Aménagement, urbanisme et développement	19	11 750 587	13 377 719
Loisirs et culture	20		
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	855 075	864 691
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	29 923 938	29 652 001
Excédent (déficit) lié aux activités	25	6 045 950	3 113 693
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	54 006 846	50 893 153
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		
Solde redressé	28	54 006 846	50 893 153
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29	60 052 796	54 006 846

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	18 641 456	19 292 070
Débiteurs (note 5)	2	13 399 347	11 169 103
Prêts (note 6)	3	2 495 030	2 778 864
Placements de portefeuille (note 7)	4	5 712 319	5 439 902
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	25 506 758	26 133 783
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	65 754 910	64 813 722
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	9 261 766	7 667 346
Revenus reportés (note 11)	12	5 416 126	5 760 118
Dette à long terme (note 12)	13	26 781 313	28 751 938
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	3 310 784	2 944 884
	16	44 769 989	45 124 286
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	20 984 921	19 689 436
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	38 910 083	34 206 763
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	26 217	28 991
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	195 963	110 072
	23	39 132 263	34 345 826
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	60 117 184	54 035 262
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	60 052 796	54 006 846
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	64 388	28 416
	27	60 117 184	54 035 262

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations	
		2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	6 045 950	3 113 693
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	7 313 801)(	5 729 968)
Produit de cession	3	106 152	6 000
Amortissement	4	2 534 919	2 350 006
(Gain) perte sur cession	5	(132)	98 327
Réduction de valeur / Reclassement	6	(30 456)	122 527
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(4 703 318)	(3 153 108)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		
Variation des stocks de fournitures	10	2 774	(2 208)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(85 893)	81 002
	13	(83 119)	78 794
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14	35 972	28 416
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 295 485	67 795
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	19 689 436	19 621 641
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	19 689 436	19 621 641
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	20 984 921	19 689 436

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	28 416	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	2		
Placements de portefeuille	3	35 972	28 416
Autres			
▪	4.1		
Montants reclassés dans l'état des résultats			
▪	5.1		
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	35 972	28 416
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	64 388	28 416

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 045 950	3 113 693
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 534 919	2 350 006
Autres			
▪ M-V placement, immo et gain sur cession	3.1	(12 995)	319 242
▪ QP résultats entreprises	3.2	(1 937 895)	(2 693 361)
	4	6 629 979	3 089 580
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(2 230 244)	1 007 720
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	965 023	(2 196 570)
Revenus reportés	8	(343 992)	2 524 836
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	2 774	(1 894)
Autres actifs non financiers	12	(85 891)	80 691
	13	4 937 649	4 504 363
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	6 318 506) (	5 025 818)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	106 152	6 000
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(6 212 354)	(5 019 818)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	328 816) (	787 089)
Remboursement ou cession	20	3 160 071	3 708 702
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	236 539) (	222 016)
Cession	22		
	23	2 594 716	2 699 597
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	1 508 841	9 198 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	3 514 678) (	10 571 305)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	35 212	(68 571)
Autres			
▪	28.1		
	29	(1 970 625)	(1 441 876)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(650 614)	742 266
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	19 292 070	18 549 804
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	19 292 070	18 549 804
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	18 641 456	19 292 070

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine (MRC) est un organisme municipal constitué en vertu des dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité Régionale de Comté (MRC) excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable se compose de :

a) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la MRC et de l'organisme qu'elle contrôle. Cet organisme est:

- Société de gestion du Parc régional des Grandes-Rivières de la MRC de Maria-Chapdelaine.

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

b) Partenariats

Les organismes périmunicipaux qui constituent des partenariats commerciaux en vertu des normes comptables canadiennes du secteur public sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Ces organismes sont :

- Énergie Hydroélectrique Mistassini S.E.C., quote-part de 22,5 %
- Énergie Hydroélectrique Ouatichouan S.E.C., quote-part de 22,5 %

La situation financière au 31 décembre 2024 et les résultats d'exploitation des partenariats commerciaux pour l'exercice 2024 se résument ainsi:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Bilan

Total de l'actif	115 062 086 \$
	=====
Total du passif	31 483 380 \$
Excédent accumulé	83 578 706 \$

	115 062 086 \$
	=====

Produits et charges

Produits	15 249 833 \$
Charges	10 957 649 \$

Excédent de l'exercice	4 292 184 \$
	=====

L'organisme périmunicipal qui constitue un partenariat non commercial en vertu des normes comptables canadiennes du secteur public est présenté aux états financiers selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Cet organisme est :

- Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean - quote-part de 22,64 %

La situation financière au 31 décembre 2024 et les résultats d'exploitation du partenariat non commercial pour l'exercice 2024 se résument ainsi:

Bilan

Total de l'actif	87 949 963 \$
	=====
Total du passif	37 805 147 \$
Excédents accumulés	50 144 816 \$

	87 949 963 \$
	=====

Produits et charges

Produits	44 643 639 \$
Charges	41 855 565 \$

Excédent de l'exercice	2 788 074 \$
	=====

La quote-part versée à la Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 est de 3 374 119 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés des produits et des charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la MRC sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

Lorsque la valeur comptable d'un placement de portefeuille constitué de fonds communs cotés sur un marché actif a été réduite pour tenir compte d'une moins-value durable, le solde cumulé des pertes non réalisées comptabilisé à l'état des gains et pertes de réévaluation est reclassé à l'état des résultats.

Prêts

Les prêts comptabilisés au coût après amortissement sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Régie comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

E) Actifs non financiers

Stocks de fourniture

Les stocks de fournitures comprennent les matériaux, les pièces de rechange, les abrasifs, les produits pétroliers et les fournitures achetées en vue de rendre des services. Les stocks sont comptabilisés au coût, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la MRC bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la MRC bénéficiera des services acquis.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	<u>Durées</u>
Infrastructures	5 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Véhicules	5 à 10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 à 10 ans
Autres	5 à 10 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La MRC capitalise certains frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

F) Revenus

Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus autres que les revenus de transfert

Les charges constatées par la MRC dans l'exercice de ses compétences d'agglomération sont facturées aux municipalités et villes liées à l'agglomération. Les revenus découlant de cette facturation sont inscrits à titre de quotes-parts à l'état des résultats;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont constatés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Les régimes de retraite des élus et des employés municipaux auxquels participe la MRC et les régimes de retraite des élus municipaux et à prestations déterminées interemployeurs auquel participe la Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean sans en être le promoteur, sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges, à l'exception de l'amortissement, comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Elles sont créées aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la MRC et amorties selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement:

- Pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- Éléments présentés à l'encontre des DCTP :

- Pour le financement des activités de fonctionnement: au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette long terme.

Suite à leur transfert, les actifs et passifs liés au Fonds local d'investissement (FLI) et au Fonds local de solidarité (FLS) sont réputés être ceux des MRC à compter du 21 avril 2015, et les dettes envers le gouvernement du Québec, en regard du FLI, et les Fonds locaux de solidarité FTQ donnent lieu à l'inscription d'un financement à long terme dans les activités de fonctionnement. La contrepartie de ces dettes est présentée avec les Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP). À cet effet, la dette afférente au FLI de 2 521 655 \$ et celle afférente au FLS de 20 000 \$ totalisent un montant de 2 541 655 \$.

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La MRC évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale qu'elle évalue au coût.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé des gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans les résultats.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

Frais de financement

Les frais de financement relatifs aux instruments financiers qui sont évalués au coût ou au coût après amortissement après leur comptabilisation initiale sont capitalisés à l'encontre de l'instrument financier auquel ils se rapportent. Ils sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée du financement obtenu.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Contestation de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Dans un jugement rendu le 10 mai 2023, la Cour d'appel du Québec a rejeté les appels et les appels incidents dans tous les dossiers et, par conséquent, les conclusions du jugement de première instance sont maintenues. Le 11 avril 2024, la Cour suprême du Canada a rejeté toutes les demandes d'appel déposées, ce qui met fin à la première partie du litige.

3. Modification de méthodes comptables

Mise en application du chapitre SP 3400 « Revenus » du Manuel de CPA Canada – Comptabilité pour le secteur public

Au cours de l'exercice, la MRC a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400 « Revenus » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023.

Cette norme fournit des indications pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des revenus qui ne sont pas traités par une autre norme comptable. Elle vient également faire la distinction entre les revenus provenant d'opérations avec obligations de prestation (nommées opérations avec contrepartie) et les revenus provenant d'opérations qui ne comprennent pas d'obligations de prestation (nommées opérations sans contrepartie).

Conformément aux dispositions transitoires, cette nouvelle norme a fait l'objet d'une application prospective et n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés, la présentation ou les informations à fournir aux états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	13 641 456	14 292 070
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	5 000 000	5 000 000
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	18 641 456	19 292 070
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	18 641 456	19 292 070
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	2 803 607	2 857 347
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note**5. Débiteurs**

		2024	2023
Taxes municipales	9		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	8 498 233	6 062 021
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	293 513	98 629
Organismes municipaux	13	600 499	252 939
Autres			
▪ Entreprises et individus	14.1	3 522 003	4 274 671
▪ LET, centre de tri, écocentre	14.2	485 099	480 843
	15	13 399 347	11 169 103
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19	1 429 632	1 692 418
	20	1 429 632	1 692 418
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	121 388	121 374
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	2 386 153	2 038 197
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 070 321	594 911
Ministère de la Culture et des Communications	25		6 937
Autres ministères/organismes	26	5 041 759	3 421 976
	27	8 498 233	6 062 021

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Fonds Résolu, Centre Civique	30.1	171 593	231 330
▪ Diverses entreprises	30.2	2 323 437	2 547 534
	31	2 495 030	2 778 864
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	151 238	193 701

Note**7. Placements de portefeuille**

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	101	101
Autres placements	34	5 712 218	5 439 801
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	5 712 319	5 439 902
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	1 636 453	1 377 582
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

Les autres placements sont des certificats de dépôts à terme à des taux variant de 4,25 % à 5,05 % annuellement, échéant d'octobre 2027 à avril 2028.

Les sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille d'un montant de 1 636 453 \$ sont détenues par le biais d'une Fiducie du fonds de gestion post-fermeture de la Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean pour couvrir les coûts de post-fermeture du lieu d'enfouissement technique d'Hébertville-Station.

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

Au 31 décembre 2024, la Régie des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean dispose d'une marge de crédit autorisée de 1 200 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,5 % et renouvelable annuellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	4 087 438	3 197 044
Salaires et avantages sociaux	44	286 192	263 505
Dépôts et retenues de garantie	45	247 558	237 252
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Organismes gouvernementaux et municipaux	47.1	4 397 073	3 731 202
▪ Intérêts courus	47.2	196 329	202 563
▪ Autres	47.3	47 176	35 780
	48	9 261 766	7 667 346

Note**11. Revenus reportés**

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52	134 399	134 399
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57	2 707 078	2 502 522
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Programmes gouvernementaux	62.1	2 574 649	3 123 197
	63	5 416 126	5 760 118

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,60	4,90	2025	2029	64	24 140 798	25 929 476
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5,00	5,00	2032	2032	66	2 521 653	2 763 653
Organismes municipaux	1,79	1,79	2026	2026	67	132 327	151 679
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	5,00	5,12	2029	2030	69	64 193	20 000
					70	26 858 971	28 864 808
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(77 658)	(112 870)
					72	26 781 313	28 751 938

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		3 652 316		29 995	3 682 311
2026	74		4 177 863		121 929	4 299 792
2027	75		1 581 182		400 055	1 981 237
2028	76		14 346 899		71 676	14 418 575
2029	77		382 538		47 151	429 689
2030 et plus	78				2 047 367	2 047 367
	79		24 140 798		2 718 173	26 858 971
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	()
	81		24 140 798		2 718 173	26 858 971

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	199 695
Autres régimes (REER et autres)	88	177 277
Régimes de retraite des élus municipaux	89	16 100
	90	215 795
		193 422

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	3 310 784
Autres		2 944 884
▪	93.1	
	94	3 310 784
		2 944 884
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	2 944 884
Passifs engagés	96	613 399
Passifs réglés	97	247 499
Charge de désactualisation ¹	98	(406 563)
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	3 310 784
		2 944 884

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Régie des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean concernent principalement :

- provision de post-fermeture du Lieu d'enfouissement technique de l'Ascension;
- provision de post-fermeture du Lieu d'enfouissement technique de Hébertville-Station;
- provision pour le recouvrement (cellules) au Lieu d'enfouissement technique de Hébertville-Station.

Les principales hypothèses utilisées pour ces obligations sont les suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	4 %
Période d'actualisation*	de 20 à 25 ans

* La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonnent en général sur une période d'un an.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101				
Eaux usées	102				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	1 090 113		(3 635)	1 093 748
Autres					
▪	104.1	38 361 032	1 251 822	(37 639)	39 650 493
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	3 841 498	742 905	(3 883)	4 588 286
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	243 920	218 093	11 663	450 350
Ameublement et équipement de bureau	109	1 204 920	62 009	421 830	845 099
Machinerie, outillage et équipement divers	110	2 218 057	91 069	33 422	2 275 704
Terrains	111	3 242 036		(531)	3 242 567
Autres	112	1 233 763	68 219	(4 007)	1 305 989
	113	51 435 339	2 434 117	417 220	53 452 236
Immobilisations en cours	114	2 235 099	4 879 684	101 820	7 012 963
	115	53 670 438	7 313 801	519 040	60 465 199
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116				
Eaux usées	117				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	482 582	53 477	(1 609)	537 668
Autres					
▪	119.1	14 883 192	1 983 348	(19 677)	16 886 217
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	952 974	96 333	(2 237)	1 051 544
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	179 159	42 115	11 731	209 543
Ameublement et équipement de bureau	124	1 006 076	82 674	421 905	666 845
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 422 469	162 838	35 050	1 550 257
Autres	126	537 223	114 134	(1 685)	653 042
	127	19 463 675	2 534 919	443 478	21 555 116
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	34 206 763			38 910 083
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Assurances payées d'avance	143.1	195 963
▪ Autres	143.2	35 039
Autres		
▪	144.1	
	145	195 963
		110 072

Note**19. Obligations contractuelles****Évaluation :**

Le 22 novembre 2023, la Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine a signé un contrat de services en matière d'évaluation municipale avec la firme "Cévimec-BTF" pour la confection des rôles des valeurs foncières pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2029.

Le montant pour 2024 est de 491 963 \$. Le contrat est indexé annuellement selon l'indice des prix à la consommation du Québec.

La Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean a les neuf engagements suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Contrat d'une durée de cinq ans expirant le 30 septembre 2025 concernant l'enlèvement des ordures ménagères et des matières recyclables dans la MRC Lac-St-Jean-Est.

Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 2 802 898 \$. Les paiements minimums exigibles pour la prochaine année, estimés avec un taux d'indexation annuel et cumulatif de 3 %, sont les suivants :

- 2025 : 2 802 898 \$

La MRC de Maria-Chapdelaine est responsable de ces engagements dans une proportion de 22,64 %.

2. Contrat d'une durée de six ans expirant le 30 septembre 2025 concernant l'enlèvement des ordures ménagères et des matières recyclables et ce, pour la MRC du Domaine-du-Roy et pour la MRC de Maria-Chapdelaine.

Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 2 545 059 \$. Les paiements minimums exigibles pour la prochaine année, estimés avec un taux d'indexation annuel et cumulatif de 3 %, sont les suivants :

- 2025 : 2 545 059 \$

La MRC de Maria-Chapdelaine est responsable de ces engagements dans une proportion de 44 %.

3. Contrat d'une durée de cinq ans expirant le 31 décembre 2026 concernant la collecte des boues de fosses septiques dans le secteur nord-ouest du Lac-Saint-Jean.

Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 687 267 \$. Les paiements minimums exigibles pour les deux prochains exercices, estimés avec un taux d'indexation annuel et cumulatif de 3 %, sont les suivants :

- 2025 : 338 555 \$

- 2026 : 348 712 \$

La MRC de Maria-Chapdelaine est responsable de cet engagement dans une proportion de 44 %.

4. Contrat d'une durée de cinq ans expirant le 31 décembre 2026 concernant la collecte des boues de fosses septiques dans le secteur sud-est du Lac-Saint-Jean.

Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 786 288 \$. Les paiements minimums exigibles pour les deux prochains exercices, estimés avec un taux d'indexation annuel et cumulatif de 3 %, sont les suivants :

- 2025 : 387 334 \$

- 2026 : 398 954 \$

La MRC de Maria-Chapdelaine est responsable de cet engagement dans une proportion de 22,64 %.

5. Entente sur la durée de vie du site d'enfouissement d'Hébertville-Station pour la compensation sur le tonnage enfoui ou traité et compensation à la Municipalité de Saint-Bruno-du-Lac-Saint-Jean et la municipalité d'Hébertville-Station.

La compensation pour la municipalité de Saint-Bruno-du-Lac-Saint-Jean est de 1,50 \$ par tonne et pour la municipalité d'Hébertville-Station elle est de 1,80 \$ par tonne pour 2025. Le taux d'indexation de cette compensation est d'un maximum de 2 % annuellement. Les paiements se sont élevés à 447 060 \$ pour l'exercice 2024 pour les deux municipalités.

La MRC de Maria-Chapdelaine est responsable de ces engagements selon un pourcentage déterminé équivalent à 22,64 %.

6. Entente sur la durée de vie du site d'enfouissement d'Hébertville-Station pour la compensation sur le tonnage enfoui ou traité provenant du Saguenay et compensation à la municipalité de Larouche.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La compensation pour la municipalité de Larouche est de 1,13 \$ par tonne pour 2025. Le taux d'indexation de cette compensation est d'un maximum de 2 % annuellement. Les paiements se sont élevés à 97 221 \$ pour l'exercice 2024 pour cette municipalité.

La MRC de Maria-Chapdelaine est responsable de ces engagements selon un pourcentage déterminé équivalent à 22,64 %.

7. Bail locatif des bureaux administratifs

La Régie des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean a contracté un bail locatif d'une durée de trois ans expirant le 30 septembre 2027. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 464 799 \$. Les paiements minimums exigibles des trois prochains exercices, estimés avec un taux d'indexation annuel et cumulatif de 3 %, sont les suivants :

- 2025 : 164 043 \$
- 2026 : 168 964 \$
- 2027 : 131 792 \$

La MRC de Maria-Chapdelaine est responsable de cet engagement selon un pourcentage déterminé équivalent à 22,64 %.

8. Entente intermunicipale de redevance sur collecte ICI du lieu d'enfouissement technique d'Hébertville-Station

L'entente prévoit une redevance sur les revenus nets de collecte des matières commerciales provenant des territoires de la Municipalité Régionale de comté du Fjord-du-Saguenay et Ville de Saguenay. L'entente est d'une durée de dix ans échéant en septembre 2028 avec possibilité de renouvellements successifs de dix ans jusqu'à ce que le lieu d'enfouissement technique d'Hébertville-Station ait atteint sa durée de vie utile. Le taux de compensation est de 26,32 \$ par tonne pour l'exercice 2024. Les paiements se sont élevés à 1 044 418 \$ pour l'exercice 2024 pour la Municipalité Régionale de comté du Fjord-du-Saguenay et pour Ville de Saguenay.

La MRC de Maria-Chapdelaine est responsable de cet engagement selon un pourcentage déterminé équivalent à 22,64 %.

9. Contribution accordée dans l'entente du programme d'éducation à l'environnement

La Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean a signée une entente dans le cadre du programme d'éducation à l'environnement "Pour une ÈRE solidaire" associé au CREDD d'une durée de trois ans expirant le 31 décembre 2026. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 89 750 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des deux prochains exercices sont les suivants :

- 2025 : 44 875 \$
- 2026 : 44 875 \$

La MRC de Maria-Chapdelaine est responsable de cet engagement selon un pourcentage déterminé équivalent à 22,64 %.

20. Droits contractuels

Entente intermunicipale de services relative à l'utilisation du lieu d'enfouissement technique d'Hébertville-Station pour la Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Entente offrant des services d'enfouissement des matières admissibles et recueillies sur les territoires de la Municipalité Régionale de comté du Fjord-du-Saguenay et Ville de Saguenay. L'entente est d'une durée de dix ans échéant en septembre 2028 avec possibilité de renouvellements successifs de dix ans jusqu'à ce que le lieu d'enfouissement technique d'Hébertville-Station ait atteint sa durée de vie utile.

L'entente prévoit d'abord une compensation pour la collecte résidentielle qui est calculée en fonction du coût à la tonne d'utilisation du site. Le taux de compensation est de 104,72 \$ par tonne pour l'exercice 2025. Les revenus se sont élevés à 5 007 446 \$ pour l'exercice 2024 avec la Municipalité Régionale de comté du Fjord-du-Saguenay et Ville de Saguenay.

L'entente prévoit également une compensation annuelle reliée aux coûts liés à l'obtention des autorisations gouvernementales qui est calculée en fonction du coût à la tonne d'utilisation du site. Le taux de compensation est de 3,02 \$ par tonne pour l'exercice 2025. Les revenus se sont élevés à 146 166 \$ pour l'exercice 2024 avec la Municipalité Régionale de comté du Fjord-du-Saguenay et Ville de Saguenay.

Finalement, l'entente prévoit une compensation pour les frais d'administration reliés à l'entente de 6,45 \$ par tonne pour l'exercice 2025. Le taux d'indexation de cette compensation est de 2 % annuellement. Les paiements se sont élevés à 282 811 \$ pour l'exercice 2024 avec la Municipalité Régionale de comté du Fjord-du-Saguenay et Ville de Saguenay.

La MRC de Maria-Chapdelaine est responsable de ces droits contractuels selon un pourcentage déterminé équivalent à 22,64 %.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

La Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean a émis des lettres de garanties commerciales pour des cautionnements environnementaux d'un montant total de 1 626 000 \$ en date du 31 décembre 2024.

La MRC de Maria-Chapdelaine est responsable de ces cautionnements selon un pourcentage déterminé équivalent à 22,64 %.

B) Auto-assurance

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

Au cours d'un exercice précédent, un avis d'intention de réclamer des retenues sur contrats a été transmis à la Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean par un fournisseur concernant le projet « Chemin d'accès au LET d'Hébertville-Station ». Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la Régie pourrait devoir verser, le cas échéant. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées. Un budget consolidé n'a pu être constitué faute des renseignements nécessaires pour pouvoir le faire, les organismes contrôlés n'ayant pas tous adoptés de budgets.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la MRC est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la MRC sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la MRC au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir et les taxes à la consommation à recevoir, est réduit, puisque la MRC évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La MRC ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la MRC croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La MRC est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement. Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	121 374 \$
Provision comptabilisée aux résultats	14 \$
Montants recouvrés	- \$
Solde à la fin	121 388 \$

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-values, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

La MRC estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées aux prêts aux entreprises et organismes.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-values est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Les variations de la provision pour moins-value sur les prêts sont présentées à la note 6.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Placements de portefeuille

La MRC atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Elle s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La MRC considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la MRC éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La MRC gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La MRC établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

2024

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer	9 261 766 \$				7 667 346 \$
Dettes à long terme	3 682 311 \$	6 281 029 \$	14 848 264 \$	2 047 367 \$	26 858 971 \$

2023

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer	7 667 346 \$				7 667 346 \$
Dettes à long terme	3 371 784 \$	7 785 471 \$	15 418 187 \$	2 289 366 \$	28 864 808 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. La MRC est exposée à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la MRC est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la MRC prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La MRC est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024

	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18 641 456 \$	-	18 641 456 \$
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	-		
Dettes à long terme	26 781 313 \$	-	26 781 313 \$

31 décembre 2023

	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 292 070 \$	-	19 292 070 \$
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	-	-	-
Dettes à long terme	28 751 938 \$	-	28 751 938 \$

Autre risque de prix

L'autre risque de prix auquel la MRC est exposée est attribuable aux variations des cours des fonds communs cotés sur un marché actif. Puisque l'exposition de la MRC à ce risque est limitée, aucune mesure de gestion de risque n'est appliquée à cet égard.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Juste valeur

Les instruments financiers classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur sont les placements de portefeuille constitués de fonds communs cotés sur un marché actif.

La juste valeur des placements de portefeuille constitués de fonds communs cotés est déterminée en fonction de la valeur sur le marché actif des titres de placements. Cette évaluation est classée au niveau un de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Pour tous les instruments financiers évalués à la juste valeur, il n'y a aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1						
Compensations tenant lieu de taxes	2						
Quotes-parts	3	4 900 141	5 199 688	5 258 009		3 409 684	7 895 612
Transferts	4	5 226 065	6 298 676	6 835 052		2 388 991	8 820 717
Services rendus	5	6 341 424	5 550 039	5 382 600			5 372 640
Imposition de droits	6	172 587	115 500	194 649			194 649
Amendes et pénalités	7						
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	522 067	200 000	447 162		382 543	829 705
Autres revenus	10	3 068 429	3 885 117	1 224 138		4 492 118	5 716 256
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	20 230 713	21 249 020	19 341 610		10 673 336	28 829 579
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	7 146		366 871		5 607 840	5 137 414
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18			65 000			65 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19	2 693 361		1 937 895			1 937 895
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	2 700 507		2 369 766		5 607 840	7 140 309
	22	22 931 220	21 249 020	21 711 376		16 281 176	35 969 888
Charges							
Administration générale	23	2 259 865	3 050 800	2 604 334	96 867	15 304	2 724 704
Sécurité publique	24	170 033	169 000	194 858			194 858
Transport	25	1 280 088	1 386 800	1 801 995	643 760		2 445 755
Hygiène du milieu	26	3 301 035	3 392 300	3 382 703		9 342 337	11 952 959
Santé et bien-être	27		20 500				
Aménagement, urbanisme et développement	28	13 138 114	12 367 316	11 011 159	38 772	1 234 331	11 750 587
Loisirs et culture	29						
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	758 443	728 000	756 683		98 392	855 075
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	739 389	779 399	779 399 (	779 399)		
	34	21 646 967	21 894 115	20 531 131		10 690 364	29 923 938
Excédent (déficit) lié aux activités	35	1 284 253	(645 095)	1 180 245		5 590 812	6 045 950

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 284 253	(645 095)	1 180 245	5 590 812	6 045 950
Moins : revenus d'investissement	2	(2 700 507)	()	(2 369 766)	(5 607 840)	(7 140 309)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 416 254)	(645 095)	(1 189 521)	(17 028)	(1 094 359)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	739 389	779 399	779 399	1 755 520	2 534 919
Produit de cession	5	6 000			106 152	106 152
(Gain) perte sur cession	6	98 327		1 000	(1 132)	(132)
Réduction de valeur / Reclassement	7				30 456	30 456
	8	843 716	779 399	780 399	1 890 996	2 671 395
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	3 708 702		3 160 071		3 160 071
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	98 388		17 500		17 500
	15	3 807 090		3 177 571		3 177 571
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	550 116		112 190		112 190
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 271 059)	(1 562 450)	(1 505 214)	(288 678)	(1 793 892)
	18	(720 943)	(1 562 450)	(1 393 024)	(288 678)	(1 681 702)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(2 745 431)	(64 550)	(511 448)	(466 676)	(1 861 038)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		96 100			
Excédent de fonctionnement affecté	21	800 000	1 126 553	164 471	339 796	504 267
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 385 754)	270 043	(94 669)	(1 046 510)	(1 141 179)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	13 890		5 537		5 537
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(3 317 295)	1 428 146	(436 109)	(1 173 390)	(2 492 413)
	26	612 568	645 095	2 128 837	428 928	1 674 851
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	(803 686)		939 316	411 900	580 492

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 700 507	2 369 766	5 607 840	7 140 309
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	3 052 218)(	749 207)(	) (	749 207)
Sécurité publique	3 (	) (	) (	) (	)
Transport	4 (	) (	19 465)(	) (	19 465)
Hygiène du milieu	5 (	) (	) (	2 795 400)(	2 795 400)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	37 271)(	154 258)(	3 595 471)(	3 749 729)
Loisirs et culture	8 (	) (	) (	) (	)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	3 089 489)(	922 930)(	6 390 871)(	7 313 801)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	) (	) (	) (	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	3 680 450)(	2 266 712)(	) (	2 266 712)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14			50 841	50 841
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	2 745 431	511 448	466 676	1 861 038
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	1 000 000	308 428	33 363	341 791
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18	324 000		1 625 960	1 625 960
	19	4 069 431	819 876	2 125 999	3 828 789
	20	(2 700 508)	(2 369 766)	(4 214 031)	(5 700 883)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(1)		1 393 809	1 439 426

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	17 041 147	15 209 719	3 431 737	18 641 456
Débiteurs (note 5)	2	8 538 380	10 809 631	6 253 494	13 399 347
Prêts (note 6)	3	2 776 840	2 493 006	2 024	2 495 030
Placements de portefeuille (note 7)	4	200 100	200 100	5 712 219	5 712 319
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	26 133 783	25 506 758		25 506 758
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	54 690 250	54 219 214	15 399 474	65 754 910
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	6 135 105	6 789 026	5 127 992	9 261 766
Revenus reportés (note 11)	12	5 760 118	5 416 126	200 000	5 416 126
Dette à long terme (note 12)	13	24 863 785	23 130 996	3 650 317	26 781 313
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15			3 310 784	3 310 784
	16	36 759 008	35 336 148	12 289 093	44 769 989
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	17 931 242	18 883 066	3 110 381	20 984 921
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	12 332 255	12 474 786	26 435 297	38 910 083
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20			26 217	26 217
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	110 072	195 963		195 963
	23	12 442 327	12 670 749	26 461 514	39 132 263
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	5 248 986	5 222 585	916 174	5 606 275
Excédent de fonctionnement affecté	25	4 509 608	4 915 091	1 035 209	5 950 300
Réserves financières et fonds réservés	26	4 512 053	4 694 058	2 221 494	6 915 552
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	4 275 675) (	4 303 755) (	) (	4 303 755)
Financement des investissements en cours	28	(276 594)	(276 594)	2 547 625	1 994 989
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	20 655 191	21 302 430	22 787 005	43 889 435
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			64 388	64 388
	31	30 373 569	31 553 815	29 571 895	60 117 184
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1	151 200	158 793	158 793	155 667
Autre	2	2 893 200	2 737 509	4 199 895	3 865 472
Charges sociales					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3	36 300	34 999	34 999	34 300
Autres	4	663 625	594 226	877 275	795 451
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	4 494 164	3 083 298	7 901 650	6 971 694
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme					
à la charge					
De l'organisme municipal	9	728 000	756 683	852 747	860 817
D'autres organismes municipaux	10			2 328	3 874
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13				
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	3 374 200	3 374 119	2 602 038	2 539 979
Transferts	15				
Autres	16	4 635 848	4 711 849	5 268 823	7 553 595
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	4 138 179	4 300 256	5 483 933	4 422 639
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	779 399	779 399	2 534 919	2 350 006
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Créances douteuses	21.1			6 538	98 507
	22	21 894 115	20 531 131	29 923 938	29 652 001

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	25 294	15 287
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	29 278	23 080
Autres revenus	3	81 000	
	4	135 572	38 367
Charges			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		98 388
Autres créances douteuses	7		
	8		98 388
Autres charges	9		
	10		98 388
Excédent (déficit) de l'exercice	11	135 572	(60 021)
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	170 943	1 002 301
Placements de portefeuille	13	1 400 000	500 000
Débiteurs	14		1 080
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	656 957	949 648
Provision pour moins-value	16	(75 000)	(193 701)
	17	581 957	755 947
	18	2 152 900	2 259 328
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	2 521 655	2 763 655
	22	2 521 655	2 763 655
Solde du Fonds local d'investissement	23	(368 755)	(504 327)
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	24	1 570 943	1 502 301
Supportant les engagements de prêts	25		
Supportant les garanties de prêts	26		
	27	1 570 943	1 502 301

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts aux entreprises dans le Fonds Local d'investissement (FLI) comportent différentes modalités de remboursement, notamment des moratoires de remboursement de capital pouvant atteindre jusqu'à trois (3) ans et une période maximale de remboursement de sept (7) ans et portent intérêts à des taux variant de 0 % à 6,80%.

Note sur la dette à long terme

Emprunt de 1 707 984 \$, sans intérêts, remboursable selon les modalités suivantes :

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- à compter du 1er juin 2026, un (1) versement étant égal au solde du prêt consenti à la MRC qui n'a pas été investi le 31 décembre 2025; et,
- à compter du 1er juin 2027, cinq (5) versements annuels consécutifs, chaque versement étant égal aux sommes reçues par la MRC durant la période de 12 mois précédant le 31 décembre de chaque année, à titre de remboursement du capital investi par le Fonds Local d'investissement; et,
- un versement le 1er juin 2032 égal à l'évaluation du portefeuille de placements du FLI. En vertu de cette modalité de remboursement, les montants correspondants aux pertes approuvées sur les effets à recevoir ne seront pas remboursables.

Emprunt de 474 671 \$, sans intérêts, remboursable en un (1) versement le 31 mars 2030 égal à l'évaluation du portefeuille de placements du FLI-PAUPME au 31 mars 2030, jusqu'à concurrence du solde du prêt.

Emprunt de 339 000 \$, sans intérêts, remboursable en un (1) versement le 31 mars 2030 égal à l'évaluation du portefeuille de placements du FLI-PAUPME FEUX au 31 mars 2030, jusqu'à concurrence du solde du prêt.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	1 045	1 323
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3		
	4	1 045	1 323
Charges			
Créances douteuses sur prêts			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
Autres créances douteuses	7		
	8		
Intérêts sur la dette à long terme	9	752	1 000
Autres charges	10		
	11	752	1 000
Excédent (déficit) de l'exercice	12	293	323
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	84 167	83 874
Placements de portefeuille	14		
Débiteurs	15		
Prêts aux entreprises	16		
Provision pour moins-value	17	()	()
	18		
	19	84 167	83 874
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	20		
Revenus reportés	21		
Dette à long terme	22	20 000	20 000
	23	20 000	20 000
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24	64 167	63 874
Excédent (déficit) non affecté	25		
	26	64 167	63 874
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	27	84 167	83 874
Supportant les engagements de prêts	28		
	29	84 167	83 874

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Emprunt d'un montant original autorisé de 750 000 \$, sans garantie, intérêts au taux de 5 %, remboursable par versements égaux de 10 000 \$ au gré de l'emprunteur.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1	1 568 542	1 481 707
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	185 049	276 854
	3	1 753 591	1 758 561
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4	387 475	358 716
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6	1 249 593	1 097 097
	7	1 637 068	1 455 813
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
▪ Projet - Fonds ressources	8.1	40 800	43 000
▪ Projet - Voirie forestière	8.2	60 177	106 911
▪ Restauration de carrières sablières	8.3	15 546	117 837
▪ Site de dépôt	8.4		
▪ Lien intégrateur	8.5		35 000
	9	116 523	302 748
	10	1 753 591	1 758 561
Excédent (déficit) de l'exercice	11		

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	641 495	283 262
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14	137 413	308 886
Provision pour créances douteuses	15 (	)(	)
	16	137 413	308 886
Autres	17	2 103 386	2 086 438
	18	2 882 294	2 678 586
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	19		
Créditeurs et charges à payer	20	175 216	176 064
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	21	2 707 078	2 502 522
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	22		
Autres	23		
Autres	24		
	25	2 882 294	2 678 586
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	26		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 606 275	6 333 302
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 950 300	5 541 376
Réserves financières et fonds réservés	3	6 915 552	7 303 686
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	4 303 755)(	4 275 675)
Financement des investissements en cours	5	1 994 989	660 586
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	43 889 435	38 443 571
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	64 388	28 416
	8	60 117 184	54 035 262

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	5 222 585	5 248 986
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	383 690	1 084 316
	11	5 606 275	6 333 302

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Fonds de développement (FDTR)	12.1	2 971 289	2 747 971
▪ Fonds Résolu	12.2	971 516	874 501
▪ Fonds Impact	12.3	506 886	402 801
▪ Élections	12.4		87 335
▪ Fonds administration	12.5	465 400	397 000
	13	4 915 091	4 509 608
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ RMR - modernisation centre de tri	14.1	660 190	658 086
▪ RMR - Remboursement de capital	14.2	375 019	373 682
	15	1 035 209	1 031 768
	16	5 950 300	5 541 376

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪ RMR - Construction cellule sup	19.1	256 972	560 152
▪ RMR - Activités BFS	19.2	30 867	84 179
▪ RMR - Matières organiques	19.3	179 900	248 741
▪ RMR - modernisation centre de tri	19.4	302 513	967 951
	20	770 252	1 861 023
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21		
Organismes contrôlés et partenariats	22	662 171	566 847
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		31 054
Organismes contrôlés et partenariats	24	27 855	27 767
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27	1 570 943	1 503 382
Fonds local de solidarité	28	84 167	83 874
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	106 835	13 000
Autres			
▪ RMR - Engagements	30.1	761 216	335 996
▪ TPI	30.2	2 932 113	2 880 743
	31	6 145 300	5 442 663
	32	6 915 552	7 303 686

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(
Autres		
▪	43.1 (	)(
	44 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	103 259)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	2 541 653)(
Autres		
▪ Frais de financement	55.1 (	10 157)(
▪ Parc Régional des Grandes Rivières	55.2 (	1 896 953)(
	56 (	4 552 022)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	5 537
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	248 267
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	405 836
Autres		
▪	61.1	
	62	248 267
	63 (	4 303 755)(
		4 275 675)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	2 770 400	937 180
Investissements à financer	65 (	775 411)(	276 594)
	66	1 994 989	660 586
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	38 910 083	34 206 763
Propriétés destinées à la revente	68		
Prêts	69	2 495 030	2 778 864
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	101	101
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	25 506 758	26 133 783
	72	66 911 972	63 119 511
Ajustements aux éléments d'actif	73	(248 271)	(405 836)
	74	66 663 701	62 713 675
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	75 (	26 781 313)(	28 751 938)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	77 658)(	112 870)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	1 429 632	1 692 418
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	2 655 073	2 902 286
	80 (	22 774 266)(	24 270 104)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)(	)
	82 (	22 774 266)(	24 270 104)
	83	43 889 435	38 443 571

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 () ()	
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 () ()	
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 () ()	
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()	
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 () ()	
Rendement espéré des actifs	33	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____ 2

Description des régimes et autres renseignements

1. La MRC de Maria-Chapdelaine participe au Régime de retraite des employés municipaux du Québec (RREMQ) pour le volet à cotisation définies et ce, pour l'ensemble de ses employés.
 La MRC de Maria-Chapdelaine verse une contribution égale à celle du salarié fixé à 7,25 % du salaire régulier pour le personnel syndiqué et à 7,50 % du salaire régulier pour le personnel cadre.
 La charge de l'exercice, correspondant aux cotisations versées par l'employeur, est de 192 660 \$.

2. Le régime de retraite à prestations interemployeurs, auquel participe la Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean sans être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations définies.
 La part de l'employeur de la Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean est de 2,25 % des salaires bruts pour le personnel cadre.
 La charge de l'exercice est de 31 072 \$ dont la MRC de Maria-Chapdelaine en est responsable selon un pourcentage déterminé de 22,64 %.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	192 660	170 863
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	7 035	6 414
	110	199 695	177 277

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) est un régime à prestations définies gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). La MRC participe a ce régime pour deux élus, alors que la Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean y participe pour 5 élus. Dans le cas du RREM, les élus participants, les municipalités et les MRC participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités et des MRC. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ce régime est un régime à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités et MRC participantes comptabilisent ce régime comme s'il est un régime à cotisations définies. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité et MRC participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par le règlement du gouvernement.

La cotisation des élus au RREM de la Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean est de 1 023 \$ dont la MRC de Maria-Chapdelaine en est responsable selon un pourcentage de 22,64 %. La cotisation des élus au RREM de la MRC est de 4 546 \$.

La charge de l'exercice, assumée par la Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean, est de 3 448 \$ dont la MRC de Maria-Chapdelaine en est responsable selon un pourcentage de 22,64 %. La charge de l'exercice pour les élus de la MRC est de 15 319 \$.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	4 778	4 791
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	16 100	16 145
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	16 100	16 145

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	87 697	87 697	170 454
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	34 269	34 269	26 256
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	136 865	136 865	3 552
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56	553 119	553 119	263 899
Transport adapté	57	429 685	429 685	308 107
Transport scolaire	58			
Autres	59	105 110	105 110	84 650
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67		278 076	328 067
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68		1 666 860	1 253 915
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			169 259
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	75		
Autres	76		
Sécurité du revenu	77		
Autres	78	5 000	5 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	79		
Rénovation urbaine	80		
Promotion et développement économique	81	1 138 342	1 179 071
Autres	82		1 008 686
Loisirs et culture			
Activités récréatives	83		
Activités culturelles			
Bibliothèques	84		
Autres	85		
Réseau d'électricité	86		
	87	2 490 087	4 475 752
			3 616 845

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88	366 871	366 871	7 146
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94			
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu	118		
Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	120		
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique	122	4 770 543	1 394 086
Autres	123		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	124		
Activités culturelles			
Bibliothèques	125		
Autres	126		
Réseau d'électricité	127		
	128	366 871	5 137 414
			1 401 232

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132	1 109 877	1 109 877	1 120 764
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134	3 235 088	3 235 088	2 252 711
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	4 344 965	4 344 965	3 373 475
TOTAL DES TRANSFERTS	140	7 201 923	13 958 131	8 391 552

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	141		
	Évaluation	142		
	Autres	143	375 750	301 100
		144	375 750	301 100
Sécurité publique				
	Police	145		
	Sécurité incendie			
	Premiers répondants	146		
	Autres	147		
	Sécurité civile	148		
	Autres	149	3 000	3 000
		150	3 000	3 000
Transport				
	Réseau routier			
	Voirie municipale	151		
	Enlèvement de la neige	152		
	Autres	153		
	Transport collectif	154		
	Autres	155		
		156		
Hygiène du milieu				
	Eau et égout			
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
	Réseau de distribution de l'eau potable	158		
	Traitement des eaux usées	159		
	Réseaux d'égout	160		
	Matières résiduelles			
	Déchets domestiques et assimilés	161		
	Matières recyclables			
	Collecte sélective			
	Collecte et transport	162		
	Tri et conditionnement	163		
	Autres	164		
	Autres	165		
	Cours d'eau	166		
	Protection de l'environnement	167		
	Autres	168		
		169		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations		Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2024		2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174	350 547	350 547	325 725
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178	350 547	350 547	325 725
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité				
	183			
	184	729 297	729 297	629 825

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	185		
	Évaluation	186		
	Autres	187	588 786	578 826
		188	588 786	566 216
Sécurité publique				
	Police	189		
	Sécurité incendie			
	Premiers répondants	190		
	Autres	191		
	Sécurité civile	192		
	Autres	193		
		194		
Transport				
	Réseau routier			
	Voirie municipale	195		
	Enlèvement de la neige	196		
	Autres	197		
	Transport collectif			
	Transport en commun			
	Transport régulier	198		
	Transport adapté	199		
	Transport scolaire	200		
	Autres	201		
	Autres	202	66 201	47 850
		203	66 201	47 850
Hygiène du milieu				
	Eau et égout			
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204		
	Réseau de distribution de l'eau potable	205		
	Traitement des eaux usées	206		
	Réseaux d'égout	207		
	Matières résiduelles			
	Déchets domestiques et assimilés	208		
	Matières recyclables	209		
	Autres	210		
	Cours d'eau	211		
	Protection de l'environnement	212		
	Autres	213		
		214		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
	Logement social	215		
	Autres	216		
	Sécurité du revenu	217		
	Autres	218	1 690	1 690
		219	1 690	1 634
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	220	3 996 626	3 996 626
	Rénovation urbaine	221		5 093 221
	Promotion et développement économique	222		
	Autres	223		
		224	3 996 626	3 996 626
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	225		
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	226		
	Autres	227		
		228		
Réseau d'électricité				
		229		
		230	4 653 303	4 643 343
TOTAL DES SERVICES RENDUS				
		231	5 382 600	5 372 640
				6 338 746

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232			
Droits de mutation immobilière	233			
Droits sur les carrières et sablières	234	194 649	194 649	172 587
Autres	235			
	236	194 649	194 649	172 587
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237			
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	447 162	829 705	796 280
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	(1 000)	132	(98 327)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	1 290 138	5 781 124	7 158 558
	250	1 289 138	5 781 256	7 060 231
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	279 093		279 093	302 596	302 757
Greffé et application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	1 188 580		1 188 580	1 188 580	1 170 286
Évaluation	4	491 963		491 963	491 963	426 344
Gestion du personnel	5					
Autres						
▪ Divers	6.1	644 698	96 867	741 565	741 565	465 121
	7	2 604 334	96 867	2 701 201	2 724 704	2 364 508
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8					
Sécurité incendie						
▪ Premiers répondants	9					
▪ Autres	10					
Sécurité civile	11					
Autres	12	194 858		194 858	194 858	170 033
	13	194 858		194 858	194 858	170 033
TRANSPORT						
Réseau routier						
▪ Voirie municipale	14					
▪ Enlèvement de la neige	15					
▪ Éclairage des rues	16					
▪ Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
▪ Transport en commun	18	1 204 012		1 204 012	1 204 012	747 804
▪ Transport aérien	19					
▪ Transport par eau	20					
Autres	21	597 983	643 760	1 241 743	1 241 743	1 175 557
	22	1 801 995	643 760	2 445 755	2 445 755	1 923 361

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24				
Traitement des eaux usées	25	229 807	229 807	486 458	464 796
Réseaux d'égout	26				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	931 031	931 031	1 879 562	1 746 716
Élimination	28	165 627	165 627	3 615 459	3 245 993
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	232 050	232 050	850 985	768 735
Tri et conditionnement	30	249 658	249 658	1 587 841	1 382 400
Matières organiques					
Collecte et transport	31	581 069	581 069	1 054 479	1 170 828
Traitement	32			424 688	358 269
Matériaux secs	33	598 678	598 678	1 165 690	1 092 134
Autres	34	387 237	387 237	713 487	662 672
Plan de gestion	35	7 546	7 546	174 310	2 411
Autres	36				56 735
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40	3 382 703	3 382 703	11 952 959	10 951 689
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41				
Autres	42				
Sécurité du revenu	43				
Autres	44				
	45				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 016 749	1 016 749	1 016 749	1 224 278
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49	1 210 115	1 210 115	1 210 115	1 204 030
Tourisme	50	658 585	658 585	640 426	336 070
Autres	51	17 500	17 500	17 500	17 388
Autres	52	8 108 210	38 772	8 865 797	10 595 953
	53	11 011 159	38 772	11 750 587	13 377 719
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	54				
Patinoires intérieures et extérieures	55				
Piscines, plages et ports de plaisance	56				
Parcs et terrains de jeux	57				
Parcs régionaux	58				
Expositions et foires	59				
Autres	60				
	61				
Activités culturelles					
Centres communautaires	62				
Bibliothèques	63				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	64				
Autres ressources du patrimoine	65				
Autres	66				
	67				
	68				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	721 471		721 471	819 863	818 141
Autres frais	71	35 212		35 212	35 212	46 550
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73					
	74	756 683		756 683	855 075	864 691
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	779 399 (	779 399)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme consolidé	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	9
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement non consolidés	10
Analyse de la rémunération non consolidée	11
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	12
Frais de financement non consolidés par activités	13
Rémunération des élus	14

Autres renseignements

Questionnaire	15
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non auditée		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1			
	Usines de traitement de l'eau potable	2			
	Usines et bassins d'épuration	3			
	Conduites d'égout	4			
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6			
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8			
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10			
	Autres infrastructures	11	19 465	6 131 506	2 431 638
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	679 782	742 905	878 555
	Édifices communautaires et récréatifs	14			
	Améliorations locatives	15			
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17	139 053	218 093	10 000
	Ameublement et équipement de bureau	18	62 009	62 009	58 314
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	22 621	91 069	145 393
	Terrains	20			2 156 125
	Autres	21		68 219	49 943
		22	922 930	7 313 801	5 729 968

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5	19 465	6 131 506	2 431 638
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	903 465	1 182 295	3 298 330
	12	922 930	7 313 801	5 729 968

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	24 388 736		1 545 244	22 843 492
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	24 388 736		1 545 244	22 843 492
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12	1 692 418		262 786	1 429 632
	13	1 692 418		262 786	1 429 632
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	1 692 418		262 786	1 429 632
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	755 947		173 990	581 957
Autres	17	2 027 707	50 841	74 658	2 003 890
	18	4 476 072	50 841	511 434	4 015 479
	19	28 864 808	50 841	2 056 678	26 858 971
Dette en cours de refinancement	20 (			(	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	28 864 808	50 841	2 056 678	26 858 971

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	23 208 655
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	276 594
Activités de fonctionnement à financer	3	1 896 953
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 429 632
Autres montants	9	2 541 655
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	21 410 915
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	1 281 508
Endettement net à long terme	14	22 692 423
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	22 692 423
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	22 692 423
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	19 209 000

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
92030	Municipalité d'Albanel	1.1	1 760 129
92022	Ville de Dolbeau-Mistassini	1.2	11 736 497
92055	Municipalité de Girardville	1.3	764 827
92040	Ville de Normandin	1.4	2 639 715
92060	Municipalité de Notre-Dame-de-Lorette	1.5	206 105
92010	Municipalité de Péribonka	1.6	1 012 056
92005	Paroisse de Saint-Augustin	1.7	224 739
92050	Municipalité de Saint-Edmond-les-Plaines	1.8	249 242
92065	Municipalité de Saint-Eugène-d'Argentenay	1.9	380 370
92015	Village de Sainte-Jeanne-d'Arc	1.10	843 850
92070	Municipalité de Saint-Stanislas	1.11	414 485
92045	Municipalité de Saint-Thomas-Didyme	1.12	759 603
NR920	Maria-Chapdelaine	1.13	1 700 805
		2	22 692 423

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	922 930	3 089 489
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	922 930	3 089 489

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
Ensemble des municipalités			
92030	Municipalité d'Albanel	1.1	386 227
92022	Ville de Dolbeau-Mistassini	1.2	2 378 747
92055	Municipalité de Girardville	1.3	216 708
92040	Ville de Normandin	1.4	546 872
92060	Municipalité de Notre-Dame-de-Lorette	1.5	42 235
92010	Municipalité de Péribonka	1.6	151 964
92005	Paroisse de Saint-Augustin	1.7	67 863
92050	Municipalité de Saint-Edmond-les-Plaines	1.8	70 128
92065	Municipalité de Saint-Eugène-d'Argentenay	1.9	91 778
92015	Village de Sainte-Jeanne-d'Arc	1.10	204 811
92070	Municipalité de Saint-Stanislas	1.11	81 472
92045	Municipalité de Saint-Thomas-Didyme	1.12	169 710
NR920	Maria-Chapdelaine	1.13	94 419
93080	Municipalité de Saint-Ludger-de-Milot	1.14	4 909
		2	4 507 843
Certaines municipalités			
92030	Municipalité d'Albanel	3.1	94 173
92022	Ville de Dolbeau-Mistassini	3.2	139 888
92055	Municipalité de Girardville	3.3	41 853
92040	Ville de Normandin	3.4	42 465
92060	Municipalité de Notre-Dame-de-Lorette	3.5	13 297
92010	Municipalité de Péribonka	3.6	65 023
92005	Paroisse de Saint-Augustin	3.7	13 743
92050	Municipalité de Saint-Edmond-les-Plaines	3.8	13 386
92065	Municipalité de Saint-Eugène-d'Argentenay	3.9	16 955
92015	Village de Sainte-Jeanne-d'Arc	3.10	56 360
92070	Municipalité de Saint-Stanislas	3.11	18 696
92045	Municipalité de Saint-Thomas-Didyme	3.12	37 971
NR920	Maria-Chapdelaine	3.13	196 356
		4	750 166
		5	5 258 009

ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2	491 941	426 366
Autres	3	430 090	366 468
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	5		
Autres	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8	20 189	23 075
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	9		
Enlèvement de la neige	10		
Autres	11	2 904	6 606
Transport collectif	12	221 208	175 799
Autres	13	258 382	229 346
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	14		
Réseau de distribution de l'eau potable	15		
Traitement des eaux usées	16	249 081	229 807
Réseaux d'égout	17		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	18	1 085 649	1 089 467
Matières recyclables	19	1 454 370	1 215 923
Autres	20	637 115	757 127
Cours d'eau	21		
Protection de l'environnement	22		
Autres	23		
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	24		
Autres	25		
Autres	26		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	27	119 111	153 656
Rénovation urbaine	28		
Promotion et développement économique	29	229 469	226 501
Autres	30	58 500	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	31		
Activités culturelles			
Bibliothèques	32		
Autres	33		
	34	5 258 009	4 900 141

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	4,82	35,00	8 811,00	518 886	108 974	627 860
Professionnels	2	4,87	35,00	8 900,00	410 938	90 033	500 971
Cols blancs	3	25,60	35,00	46 748,00	1 763 145	397 543	2 160 688
Cols bleus	4						
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	35,29		64 459,00	2 692 969	596 550	3 289 519
Élus	9	14,00			203 333	32 675	236 008
	10	49,29			2 896 302	629 225	3 525 527

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		<u>Gouvernement du Québec</u>		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1	982 804				982 804
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	5 852 248	366 871			6 219 119
	7	6 835 052	366 871			7 201 923

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	752	1 000
	4	752	1 000
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11		
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15	67 216	48 300
	16	67 216	48 300
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27		
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	688 715	709 143
Autres	36		
	37	688 715	709 143
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38		
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41		
Réseau d'électricité			
	42		
	43	756 683	758 443

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Beckert, Vincent	1.1	Maire	5 497	2 748		
Biron, Mario	1.2	Maire	5 497	2 748		
Coulombe, Sylvie	1.3	Maire	5 497	2 748		
Delaunière, Rita	1.4	Maire	5 497	2 748		
Dufour, Gilles	1.5	Maire	5 497	2 748		
Gauthier, Martial	1.6	Maire	5 497	2 748		
Guy, André	1.7	Préfet suppléant	9 072			
Houde, Stéphane	1.8	Conseiller	5 497	2 748		
Lamontagne, Denise	1.9	Maire	5 497	2 748		
Morency, Jean	1.10	Maire	5 497	2 748		
Plourde, Dave	1.11	Maire	5 497	2 748		
Proulx, Guylaine	1.12	Maire	5 497	2 748		
Simard, Luc	1.13	Préfet	80 453	19 422		
St-Pierre, René	1.14	Maire	5 497	2 748		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 _____ \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 3 _____ 194 649 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ 8 116 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ 3 102 \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ 4 066 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ 500 000 \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ 51 605 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ 555 671 \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ 504 066 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés
Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ 1 003 259 \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ 1 003 259 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	988 \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	11 221 \$
Ligne 3 : Autres revenus	28	81 000 \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	11 338 \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	50 000 \$
Ligne 14 : Débiteurs	35	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	196 662 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	258 000 \$
Ligne 24 : Libres	41	61 338 \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

La question 16 s'applique aux MRC seulement

16. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

98

☐☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

☐☒

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

☐☒

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

☒☐

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

☒☐

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

☒☐

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-07-09

Nom du signataire : Isabelle Simard

Fonction du signataire : Directrice générale

Date de transmission au Ministère : 2025-07-14

Date et heure de la dernière modification : 2025-07-03 11:15

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	20 230 713	21 249 020	19 341 610	10 673 336	28 829 579
Investissement	2	2 700 507		2 369 766	5 607 840	7 140 309
	3	22 931 220	21 249 020	21 711 376	16 281 176	35 969 888
Charges	4	21 646 967	21 894 115	20 531 131	10 690 364	29 923 938
Excédent (déficit) lié aux activités	5	1 284 253	(645 095)	1 180 245	5 590 812	6 045 950
Moins : revenus d'investissement	6 (	2 700 507)(	) (	2 369 766)(	5 607 840)(	7 140 309)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 416 254)	(645 095)	(1 189 521)	(17 028)	(1 094 359)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	739 389	779 399	779 399	1 755 520	2 534 919
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	550 116		112 190		112 190
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 271 059)(	1 562 450)(	1 505 214)(	288 678)(	1 793 892)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	2 745 431)(	64 550)(	511 448)(	466 676)(	1 861 038)
Excédent (déficit) accumulé	12	(571 864)	1 492 696	75 339	(706 714)	(631 375)
Autres éléments de conciliation	13	3 911 417		3 178 571	135 476	3 314 047
	14	612 568	645 095	2 128 837	428 928	1 674 851
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	(803 686)		939 316	411 900	580 492

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	17 041 147	15 209 719	18 641 456
Débiteurs	2	8 538 380	10 809 631	13 399 347
Prêts	3	2 776 840	2 493 006	2 495 030
Placements de portefeuille	4	200 100	200 100	5 712 319
Autres	5	26 133 783	25 506 758	25 506 758
	6	54 690 250	54 219 214	65 754 910
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8			
Créditeurs et charges à payer	9	6 135 105	6 789 026	9 261 766
Revenus reportés	10	5 760 118	5 416 126	5 416 126
Dette à long terme	11	24 863 785	23 130 996	26 781 313
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			3 310 784
	14	36 759 008	35 336 148	44 769 989
Actifs financiers nets (dette nette)	15	17 931 242	18 883 066	20 984 921
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	12 332 255	12 474 786	38 910 083
Autres	17	110 072	195 963	222 180
	18	12 442 327	12 670 749	39 132 263
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	5 248 986	5 222 585	5 606 275
Excédent de fonctionnement affecté	20	4 509 608	4 915 091	5 950 300
Réserves financières et fonds réservés	21	4 512 053	4 694 058	6 915 552
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	4 275 675)(	4 303 755)(	4 303 755)(
Financement des investissements en cours	23	(276 594)	(276 594)	1 994 989
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	20 655 191	21 302 430	43 889 435
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			64 388
	26	30 373 569	31 553 815	60 117 184

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Fonds de développement (FDTR)	1.1	2 971 289	2 747 971
▪ Fonds Résolu	1.2	971 516	874 501
▪ Fonds Impact	1.3	506 886	402 801
▪ Élections	1.4		87 335
▪ Fonds administration	1.5	465 400	397 000
	2	4 915 091	4 509 608
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	1 035 209	1 031 768
	4	5 950 300	5 541 376
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6	770 252	1 861 023
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7		
Organismes contrôlés et partenariats	8	662 171	566 847
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9		31 054
Organismes contrôlés et partenariats	10	27 855	27 767
Fonds local d'investissement	11	1 570 943	1 503 382
Fonds local de solidarité	12	84 167	83 874
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	106 835	13 000
Autres			
▪ RMR - Engagements	14.1	761 216	335 996
▪ TPI	14.2	2 932 113	2 880 743
	15	6 915 552	7 303 686
	16	12 865 852	12 845 062

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	21 410 915
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	22 692 423

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	22 843 492	24 388 736
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	4 015 479	4 476 072
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	26 858 971	28 864 808

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12				
Compensations tenant lieu de taxes	13				
Quotes-parts	14	4 900 141	5 199 688	5 258 009	7 895 612
Transferts	15	5 226 065	6 298 676	6 835 052	8 820 717
Services rendus	16	6 341 424	5 550 039	5 382 600	5 372 640
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	172 587	115 500	194 649	194 649
Autres	18	3 590 496	4 085 117	1 671 300	6 545 961
	19	20 230 713	21 249 020	19 341 610	28 829 579
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	7 146		366 871	5 137 414
Autres	23	2 693 361		2 002 895	2 002 895
	24	2 700 507		2 369 766	7 140 309
	25	22 931 220	21 249 020	21 711 376	35 969 888

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	2 604 334	96 867	2 701 201	2 724 704	2 364 508
Sécurité publique						
Police	2					
Sécurité incendie	3					
Autres	4	194 858		194 858	194 858	170 033
Transport						
Réseau routier	5					
Transport collectif	6	1 204 012		1 204 012	1 204 012	747 804
Autres	7	597 983	643 760	1 241 743	1 241 743	1 175 557
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	229 807		229 807	486 458	464 796
Matières résiduelles	9	3 152 896		3 152 896	11 466 501	10 486 893
Autres	10					
Santé et bien-être	11					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 016 749		1 016 749	1 016 749	1 224 278
Promotion et développement économique	13	1 886 200		1 886 200	1 868 041	1 557 488
Autres	14	8 108 210	38 772	8 146 982	8 865 797	10 595 953
Loisirs et culture	15					
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	756 683		756 683	855 075	864 691
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	19 751 732	779 399	20 531 131	29 923 938	29 652 001
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	779 399 (	779 399)			
	21	20 531 131		20 531 131	29 923 938	29 652 001

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 700 507	2 369 766	5 607 840	7 140 309
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	3 089 489)(	922 930)(	6 390 871)(	7 313 801)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	3 680 450)(	2 266 712)(	) (	2 266 712)
Financement à long terme des activités d'investissement	4			50 841	50 841
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	2 745 431	511 448	466 676	1 861 038
Excédent accumulé	6	1 324 000	308 428	1 659 323	1 967 751
	7	(2 700 508)	(2 369 766)	(4 214 031)	(5 700 883)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(1)		1 393 809	1 439 426

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14